

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE

N°244

PERIODE DU 1^{ER} AU 31 MAI 2022

CONSULTATION SUR PLACE :

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

ARRÊTÉS



**ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT
L'UTILISATION EXCEPTIONNELLE
DU GYMNASSE DU LYCEE P-P. RIQUET
DANS LE CADRE DU
FESTIVAL DU LIVRE DE JEUNESSE
ETABLISSEMENT RECEVANT DU
PUBLIC de TYPE L, T – 2^{ème} Catégorie**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, définissant les pouvoirs généraux de police des maires en matière de protection des personnes et des biens,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP en date du 09/12/2020,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles R 123.1 à R 123.55,

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, dispositions générales,

Vu l'arrêté ministériel du 4 juin 1982 modifié portant approbation des décisions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de type X,

Vu l'arrêté ministériel du 18 novembre 1987 modifié relatif aux dispositions applicables aux ERP de type T,

Vu l'arrêté ministériel du 5 février 2007 modifié relatif aux dispositions applicables aux ERP de type L,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions, en date du 18 janvier 2022, émis par la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public,

ARRETE S/N° A 2022-40

ARTICLE 1

L'utilisation, à titre exceptionnel, du gymnase du Lycée Pierre-Paul RIQUET, situé Avenue du Lycée à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, pour l'accueil du Festival du Livre de Jeunesse de Midi-Pyrénées, est autorisée pour la période du 28 au 30 janvier 2022 inclus.

ARTICLE 2 :

A l'issue de la manifestation, soit le 31 janvier 2022, l'établissement sera reclassé en Etablissement Recevant du Public de type X, 3^{ème} catégorie.

ARTICLE 3

Les prescriptions émises par la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public, dans son procès-verbal en date du 18 janvier 2022, devront être respectées et réalisées.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/01/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de Saint-Orens de Gameville ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans les deux mois à compter de sa notification.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil ;

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur François UBEDA**, Conseiller Municipal,
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 11 mars 2022 à
17 heures 30 minutes au 14 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-73

ARTICLE 1

Monsieur François UBEDA est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par
empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles,
du 11 mars 2022 à 17 heures 30 minutes au 14 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08 février 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

28 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur David ANDRIEU**, Conseiller Municipal,
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 18 mars 2022 à 17 heures 30
minutes au 21 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-74

ARTICLE 1

Monsieur David ANDRIEU est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par
empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles,
du 18 mars 2022 à 17 heures 30 minutes au 21 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08 février 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 28 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur Pierre AUDOUBERT**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 25 mars 2022 à 17 heures 30 minutes au 28 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-75

ARTICLE 1

Monsieur Pierre AUDOUBERT est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 25 mars 2022 à 17 heures 30 minutes au 28 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08 février 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 28 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Madame Samiha MORAD épouse EL MARZOUKI**,
Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 01 avril
2022 à 17 heures 30 minutes au 04 avril 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-76

ARTICLE 1

Madame Samiha MORAD épouse EL MARZOUKI est déléguée pour remplacer le Maire en son
absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des
Funérailles, du 01 avril 2022 à 17 heures 30 minutes au 04 avril 2022 à 08 heures
30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08 février 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **28 FEV. 2022**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2021- 159 du 14/04/2021, accordé à Monsieur Jean-Pierre GODFROY – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 01/04/2022 du pétitionnaire CIRCET sis 54 rue d'Epinal 88190 GOLBEY concernant des travaux sur le réseau Télécom ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise GFO chargée de leur réalisation, sise 1 Pas du Losange 31000 TOULOUSE représentée par Monsieur Abdel Karim DERAR, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-164

ARTICLE 1

L'entreprise GFO est autorisée à occuper la chaussée et le trottoir en face de la propriété située au 35 rue du Bousquet. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise des chantiers, à l'exception de ceux de l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **le 22 avril 2022**.


ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Le 1^{er} Adjoint au Maire,
Jean-Pierre GODFROY,


Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/04/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2021- 159 du 14/04/2021, accordé à Monsieur Jean-Pierre GODFROY – adjoint au Maire ;
Vu le permis de construire n°31.506.19.0036 délivré le 24 juillet 2020 ;
Vu l'arrêté n° 2022-165 autorisant l'occupation du domaine public pour la mise en place de la grue au 16 Bis avenue de Gameville.

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux au 16 Bis avenue de Gameville et assurer la sécurité des ouvriers et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation de la rue du Moulin selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-166

ARTICLE 1

La rue du Moulin au droit de la parcelle cadastrée BM 137 située au n° 3 de l'avenue des chênes sera à sens unique dans le sens avenue de Gameville avenue des Chênes. Par conséquent, un panneau sens interdit sera apposé à l'intersection de l'avenue des Chênes et de la rue du Moulin.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise des chantiers, à l'exception de ceux de l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **6 avril 2022**.

ARTICLE 6

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Le 1er Adjoint au Maire,
Jean-Pierre GODFROY


Fait à Saint-Orens de Gameville le : 05/04/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 10/02/2022**N° AT 031 506 22 00005****Par : SAS IMOCOMPARK****Demeurant à : 36 RUE TRONCHET****75009 PARIS 09****Représenté par : Madame CHEGUILLAUME Marion****Pour : Aménager un établissement à l'enseigne «TOLLENS»****Sur un terrain sis : 10 AVENUE DE TOULOUSE****Catégorie : 5ème****Type : M****Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE****Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;****Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-18 à R. 111-19-60,****Vu le code de la construction et de l'habitation (articles R 143-1 R 143-47 notamment),****Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, dispositions générales,****Vu l'arrêté du 22 juin 1990 modifié portant approbation de dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de type PO, PE, PU et PX,****Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,****Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 05/04/2022,****Vu la notice d'information destinée aux exploitants des Etablissements Recevant du Public de 5^{ème} catégorie sans locaux à usage de sommeil en date du 16/03/2022.****ARRETE S/N° 2022-173****ARTICLE 1****L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.****ARTICLE 2****Les prescriptions émises par la Commission consultée susvisée et la notice de sécurité devront être respectées.**

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP

Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/04/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DE TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES/OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus. s à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 10/02/2022		N° PC 031 506 22 C 0005
Par :	IMOCOMPARK SAS	
Demeurant à :	36 rue Tronchet 75 009 PARIS 09	Surface de plancher créée : 0 m²
Représenté par:	MME CHEGUILLAUME MARION	
Pour :	Changement de destination d'un local artisanal en local commercial + modifications des menuiseries	Destination : Commerce et activités de service - Artisanat et commerce de détail
Sur un terrain sis :	10 avenue de Toulouse Parcelle(s) : 506 BT 139	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire valant ERP susvisée en vue de réaliser un changement de destination d'un local artisanal en local commercial et modifier les menuiseries ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2013, vu la mise à jour du 1^{er} avril 2014, vu la 1^{ère} modification du 14 avril 2016, vu la mise à jour du 1^{er} aout 2016,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

Vu l'avis de Toulouse Métropole, direction du cycle de l'eau en date du 13/04/2022, ci-joint

Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, direction des déchets et moyens techniques en date du 13/04/2022 ;

Vu l'avis favorable d'Enedis pour une puissance de raccordement de 72 kVA triphasé en date du 12/04/2022, ci-joint

Vu l'arrêté n° 2022 - 173 du Maire de la ville de Saint-Orens de Gameville, ci-joint en date du 11/04/2022, autorisant la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public, au titre de la réglementation de la sécurité contre l'incendie et la panique dans les ERP et au titre de l'accessibilité des personnes handicapés,

CONSIDERANT l'article R.425-15 du Code de l'Urbanisme qui dispose : « lorsque le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L.111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord de l'autorité compétente »,

CONSIDERANT que le projet porte sur un établissement recevant du public ;

CONSIDERANT que l'autorité administrative compétente a donné son accord en date du 11/04/2022 sous réserve du respect des prescriptions,

CONSIDERANT que le permis de construire ne peut être délivré que sous réserve du respect de ces prescriptions,

ARRETE S/N°A 2022-205

ARTICLE 1

Le permis de construire valant ERP est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Il sera obligatoirement tenu compte, lors de l'exécution des travaux, des prescriptions formulées par la commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et la commission départementale d'accessibilité ;

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27/04/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 02 JUIN 2022

En publication, affichage ou notification le :

Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande : 09 MAI 2022

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 23/12/2021, complétée le 12/04/2022		N° PC 031 506 21 C 0060
Par :	Monsieur CLAVERIE FABIEN ET Madame GARCIA SOLERNO Veronica	Surface de plancher créée : 118,5 m²
Demeurant à :	7 IMPASSE DU GENERAL FARISPE 31 200 TOULOUSE	Nb de logements : 1
Pour :	Construction d'une maison individuelle avec garage	Destination : Habitation
Sur un terrain sis :	ROUTE DE CAYRAS LOT A Parcelle(s) : 506 CB 26	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée en vue de construire une maison individuelle avec garage ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2013, vu la mise à jour du 1^{er} avril 2014, vu la 1^{ère} modification du 14 avril 2016, vu la mise à jour du 1^{er} aout 2016,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

Vu les pièces complémentaires reçues le 12/04/2022 ;

Vu la déclaration préalable de division foncière référencée DP 031 506 22 P 0038 accordée le 23/03/2022 ;

Vu l'avis favorable du service eau de Toulouse Métropole en date du 14/04/2022 ;

Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, pôle territorial Est, gestionnaire de la voirie et de l'espace public en date du 07/02/2022 ;

Vu l'avis favorable d'Enedis en date du 13/04/2022, ci-joint, pour une puissance de raccordement de 12 kVA monophasé ;

Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, direction des déchets et moyens techniques en date du 13/04/2022 ;

ARTICLE 1

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet

- Aux intéressés.



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27/04/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

02 JUIN 2022

En publication, affichage ou notification le :

Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande : 23 MAI 2022

Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été délivrée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Clément TREZEUX, Directeur de l'association Stade Toulousain Handisport, domicilié 71, allées Charles de Fitte, 31300 Toulouse, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, Maison des Activités Multidisciplinaires à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la demi-finale Elite 2 XIII Fauteuil :

- Le samedi 7 mai 2022 de 15 heures à 18 heures.

Nom et signature de l'intéressé :

TREZEUX
Le 06/05/2022

ARRETE S/N° A 2022-212

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro A 2020-530 du 17 décembre 2020, portant délégation de fonction et de signature accordée à Madame Colette CROUZEILLES, adjoint au Maire en matière de la sécurité et de la prévention, du développement et de l'aménagement des zones commerciales et économiques, des relations avec les artisans, commerçants et entreprises, de l'emploi, associatif.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 02 mai 2022, par Monsieur Clément TREZEUX, Directeur de l'association Stade Toulousain Handisport, domicilié 71, allées Charles de Fitte, 31300 Toulouse.

ARTICLE 1 :

Monsieur Clément TREZEUX, Directeur de l'association Stade Toulousain Handisport, domicilié 71, allées Charles de Fitte, 31300 Toulouse, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire à la Maison des Activités Multidisciplinaires à Saint-Orens de Gameville.

- Le samedi 7 mai 2022 de 15 heures à 18 heures.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation,
Colette CROUZEILLES
Adjointe au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 02 mai 2022.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

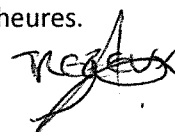


Sécurité, Emploi,
Développement économique,
Relations entreprises et commerçants

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Clément TREZEUX, Directeur de l'association Stade Toulousain Handisport, domicilié 71, allées Charles de Fitte, 31300 Toulouse, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, Maison des Activités Multidisciplinaires à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Tournoi de Rugby Fauteuil Européen :

- Du samedi 14 mai 10 heures au dimanche 15 mai 2022 à 20 heures.



Nom et signature de l'intéressé :

Le 06/05/2022

ARRETE S/N° A 2022-213

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro A 2020-530 du 17 décembre 2020, portant délégation de fonction et de signature accordée à Madame Colette CROUZEILLES, adjoint au Maire en matière de la sécurité et de la prévention, du développement et de l'aménagement des zones commerciales et économiques, des relations avec les artisans, commerçants et entreprises, de l'emploi, associatif.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 02 mai 2022, par Monsieur Clément TREZEUX, Directeur de l'association Stade Toulousain Handisport, domicilié 71, allées Charles de Fitte, 31300 Toulouse.

ARTICLE 1 :

Monsieur Clément TREZEUX, Directeur de l'association Stade Toulousain Handisport, domicilié 71, allées Charles de Fitte, 31300 Toulouse, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire à la Maison des Activités Multidisciplinaires à Saint-Orens de Gameville.

- Du samedi 14 mai 10 heures au dimanche 15 mai 2022 à 20 heures.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame CROUZEILLES
Adjointe au Maire
Par délégation



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 02 mai 2022.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

**Sécurité, Emploi,
Développement économique,
Relations entreprises et commerçants**

**ARRETE PORTANT AUTORISATION
D'INSTALLATION D'ENSEIGNES**DELIVRE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 08/04/2022

N° AP 031 506 22 A 0005

Par :	Tollens
Demeurant à :	12 cours Michel et 92800 PUJEAUX
Pour :	Installer 2 enseignes parallèles à la façade et une enseigne adhésive pour une superficie totale de 16,24 m²
Sur un terrain sis :	10 avenue de Toulouse 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Madame MESTRE Agnes en date du 17/12/2020,

Vu la demande d'autorisation préalable susvisée,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

Vu le Règlement Local de Publicité intercommunal de Toulouse Métropole (RLPi) approuvé le 11 avril 2019,

CONSIDERANT que le Règlement Local de Publicité intercommunal de Toulouse Métropole (RLPi) impose que les enseignes lumineuses soient éteintes entre 23 heures et 7 heures,

CONSIDERANT que le Règlement Local de Publicité intercommunal de Toulouse Métropole (RLPi) impose que les enseignes scellées au sol soient positionnées à distance des baies du voisin et des limites séparatives de propriété,

ARRETE S/N° A 2022-214**ARTICLE 1**

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est **ACCORDÉ**.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les enseignes lumineuses prévues au projet doivent être éteintes entre 23 heures et 7 heures. Si l'activité cesse ou commence entre 22h et 8h, les enseignes doivent être éteintes au plus tard une heure après la cessation de l'activité et peuvent être allumées une heure avant la reprise de l'activité.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

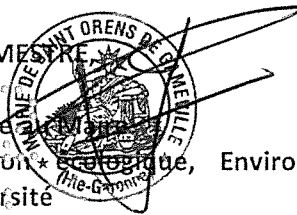
- Monsieur le Préfet

- Aux intéressés.

Agnès MESTRE

Adjointe au Maire

Transition écologique, Environnement et
Biodiversité



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 4 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 26/04/2022 du Pétitionnaire SARL VIP CREATION sis 24 route d'Albi 31180 CASTELMAUROU représentée par Madame SERRA Marine concernant la livraison d'une charpente ;

Considérant que pour permettre cette livraison et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SARL VIP CREATION et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022- 215

ARTICLE 1

La société SARL VIP CREATION est autorisée à occuper le trottoir et la chaussée au droit de la propriété située au Numéro 54 de la rue de Lalande. La rue de Lalande sera fermée à la circulation au droit de la zone de chantier. Une déviation sera mise en place, elle empruntera depuis la rue de Lalande, la rue de la pradelle, le chemin du Bousquet, la route de Baziège la Lauragaise puis la route de lalande d'une part, puis la route de Baziège la Lauragaise, le chemin des Carmes, la rue de Fondargent, l'avenue des Améthystes puis la rue de Lalande d'autre part.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés ainsi que l'accès aux services de secours.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **le 16 mai 2022 à partir de 9h30 et jusqu'à 13h30.**

ARTICLE 6

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

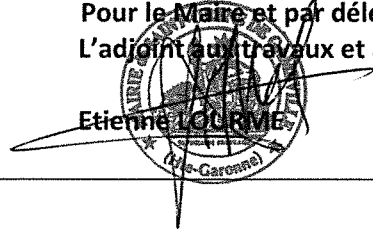
ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 28/04/2022 des pétitionnaires Audrey et Karim DJABOUR sis 5 rue André Grèzes 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE concernant le stationnement et le passage de véhicules de chantier sur le domaine public en vue des travaux d'aménagement d'une piscine ;
Vu l'état des lieux (annexes 1 et 2) ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022 - 216

ARTICLE 1

Durant la durée des travaux, la circulation et le stationnement de véhicules de chantier sont autorisés sur les Espaces verts publics situés à l'arrière de la propriété du pétitionnaire sise 5 rue André Grèzes (photo annexe 1). L'accès pour le passage des véhicules de chantier se fera côté rue du Tucard.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'entreprise chargée des travaux est tenue de remettre en l'état (photo annexe 2) la totalité du site occupé sur le domaine public (voirie, espaces verts....)

ARTICLE 5

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 6

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 15 mai au 15 juin 2022 inclus**.

ARTICLE 7

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 13/04/2022 du pétitionnaire MOVINGLAB sis 107 Quai Jean de Bethencourt 76000 ROUEN représenté par Madame Chloé DELAHAIS concernant le stationnement d'un camion de déménagement;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-217

ARTICLE 1

La société MOVINGLAB est autorisée à occuper le trottoir et la demi-chaussée au droit de la propriété située au N°20 de la rue de la Réunion pour le stationnement d'un camion de déménagement.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier, à l'exception de ceux de l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux. Les travaux ayant lieu dans un virage, l'entreprise chargée des travaux devra veiller à ce que la signalétique soit placée suffisamment en amont pour la sécurité des usagers de la route.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **16 Mai 2022**.

ARTICLE 6

Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès verbaux et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, article R417-10 ; R411-25 du Code de la route.

ARTICLE 7

Dans la mesure où le propriétaire du véhicule serait absent ou refuserait, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement abusif, la mise en fourrière pourra être prescrite dans les conditions prévus aux articles L.325-1 à L.325-3 du Code de la route ».

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire, par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature N°A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;

Vu la demande en date du 04/05/2022 de la Direction du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis, 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représentée par Monsieur Mathieu DELPECH concernant des travaux création ou modification de réseau d'eau – eaux usées et eaux pluviales ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise RCR chargée de leur réalisation, sise Boulevard du Libre Echange – Zac des Champs Pinsons – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, représentée par Monsieur Gaëtan POIRIER, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-218

ARTICLE 1

L'entreprise RCR est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de la voie de circulation rue de Lalande dans la section comprise entre l'avenue Jean Bellières et la rue de la Pradelle. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 10 mai au 13 mai 2022 inclus**.

ARTICLE 6

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 03/05/2022 du pétitionnaire Monsieur Montes Cédric sis 5 place Hélène Boucher, Appt B24, 31130 QUINT-FONSEGRIVES concernant le stationnement d'un camion de déménagement;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-219

ARTICLE 1

Le pétitionnaire est autorisé à occuper les 2 places de stationnement situées au droit de la propriété située au N°11 de la rue André Grèzes pour le stationnement d'un camion de déménagement.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier, à l'exception de ceux de l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **20 au 22 Mai 2022 inclus**.

ARTICLE 5

Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès verbaux et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, article R417-10 ; R411-25 du Code de la route.

ARTICLE 6

Dans la mesure où le propriétaire du véhicule serait absent ou refuserait, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement abusif, la mise en fourrière pourra être prescrite dans les conditions prévus aux articles L.325-1 à L.325-3 du Code de la route ».

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :


Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Didier CARRAL, Président de l'association Comédie de Saint Orens, domicilié 5, boulevard des Minimes, 31200 Toulouse, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à l'Espace Marcaissonne, 13, boulevard du Libre Echange à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la représentation de la pièce « Tout est bien, qui finit bien » :

- Le samedi 7 mai 2022, de 20H00 à 23H00.
- Le dimanche 8 mai 2022, de 20H00 à 23H00.

Nom et signature de l'intéressé :

CARRAL Didier



Le 6 mai 2022

ARRETE S/N° A 2022-220

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro A 2020-530 du 17 décembre 2020, portant délégation de fonction et de signature accordée à Madame Colette CROUZEILLES, adjoint au Maire en matière de la sécurité et de la prévention, du développement et de l'aménagement des zones commerciales et économiques, des relations avec les artisans, commerçants et entreprises, de l'emploi, associatif.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 03 mai 2022, par Monsieur Didier CARRAL, Président de l'association Comédie de Saint Orens, domicilié 5, boulevard des Minimes, 31200 Toulouse.

ARTICLE 1 :

Monsieur Didier CARRAL, Président de l'association Comédie de Saint Orens, domicilié 5, boulevard des Minimes, 31200 Toulouse, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire à l'Espace Marcaissonne, 13, boulevard du Libre Echange à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la représentation de la pièce « Tout est bien, qui finit bien » :

- Le samedi 7 mai 2022, de 20H00 à 23H00.
- Le dimanche 8 mai 2022, de 20H00 à 23H00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.
Colette CROUZEILLES
Adjointe au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 05 mai 2022.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :



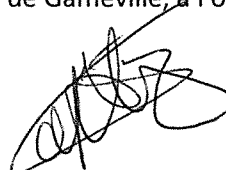
Sécurité, Emploi,
Développement économique,
Relations entreprises et commerçants

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Régis CAILLIVE, Président de l'association Club de Basket de Saint Orens, domicilié 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, au gymnase du lycée Pierre Paul Riquet, 2, avenue du lycée à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du tournoi BSO:

- Le samedi 11 juin 2022, de 08H30 à 19H00.
- Le dimanche 12 juin 2022, de 08H30 à 19H00.

Nom et signature de l'intéressé : *ASSION Virginie*



Le 05/05/2022

ARRETE S/N° A 2022-221

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro A 2020-530 du 17 décembre 2020, portant délégation de fonction et de signature accordée à Madame Colette CROUZEILLES, adjoint au Maire en matière de la sécurité et de la prévention, du développement et de l'aménagement des zones commerciales et économiques, des relations avec les artisans, commerçants et entreprises, de l'emploi, associatif.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 03 mai 2022, par Monsieur Régis CAILLIVE, Président de l'association Club de Basket de Saint Orens de Gameville, domicilié 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Monsieur Régis CAILLIVE, Président de l'association Club de Basket de Saint Orens, domicilié 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, au gymnase du lycée Pierre Paul Riquet, 2, avenue du lycée à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du tournoi BSO :

- Le samedi 11 juin 2022, de 08H30 à 19H00.
- Le dimanche 12 juin 2022, de 08H30 à 19H00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par ~~délégation~~ CROUZEILLES
Adjointe au Maire**



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 05 mai 2022.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Sécurité, Emploi,
Développement économique,
Relations entreprises et commerçants

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur Thierry ARCARI**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 25 mai 2022 à 17 heures 30 minutes au 30 mai 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-223

ARTICLE 1

Monsieur Thierry ARCARI est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 25 mai 2022 à 17 heures 30 minutes au 30 mai 2022 à 08 heures 30 minutes.



ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 9 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **09 MAI 2022**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Madame Françoise TEXIER**, Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 10 juin 2022 à 17 heures 30 minutes au 13 juin 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-224

ARTICLE 1

Madame Françoise TEXIER est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 10 juin 2022 à 17 heures 30 minutes au 13 juin 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 9 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

09 MAI 2022

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 09/05/2022 de la société STIBAT représentée par Monsieur Thibault CHATRAS, sise 24 boulevard du Libre Echange - 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE concernant la mise en place de trois buses béton pour acheminer un câble d'alimentation électrique sur le chantier Village entreprise rue du Négoce.

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-225

ARTICLE 1

L'entreprise est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de la chaussée pour procéder à l'installation de quatre buses béton rue du Négoce, une dans l'enceinte du chantier Village entreprise et trois sur le trottoir au droit des parcelles situées aux n°15 et n°17 de la rue. Les trois buses occuperont le trottoir le temps du chantier. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

L'occupation du domaine public et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **le 10 mai 2022**.

ARTICLE 5

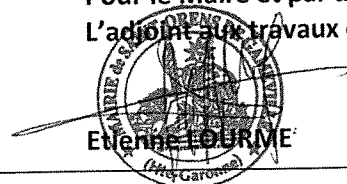
Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 09/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 09/05/2022 du pétitionnaire Monsieur DAUBERT Michel, sis 23 avenue du Corail, 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE, concernant le dépôt d'une benne sur le domaine public ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-226

ARTICLE 1

Le dépôt d'une benne est autorisé sur Les places de stationnement en face de la propriété située au n° 23 avenue du Corail.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

L'entreprise devra remettre la voirie et le trottoir à l'état initial à la fin de la période d'occupation du domaine public.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **19 au 23 mai 2022 inclus**.

ARTICLE 6

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

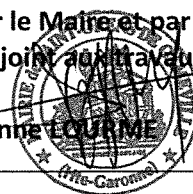
ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 09/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 06/05/2022 du pétitionnaire EKLIM CONSTRUCTIONS, sis 8 chemin du Tricou 31200 TOULOUSE, représenté par Monsieur EKOULIMAÏ, concernant le stationnement de véhicules de chantier, l'installation d'une zone de travail sur le domaine public ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-227

ARTICLE 1

Le stationnement de machine de chantier, le dépôt de matériel et l'installation d'une zone de travail sont autorisés sur le trottoir et la piste cyclable au droit de la propriété située 13 rue des bruyères, côté avenue de Revel. L'emprise sur le domaine public sera entièrement protégée. Il est interdit de nettoyer les outils de travail sur le domaine public. L'entreprise devra remettre la voirie et le trottoir à l'état initial à la fin de la période d'occupation du domaine public. Une signalétique adaptée sera installée en amont du chantier afin d'avertir les piétons et les cyclistes.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 17 au 18 mai 2022 inclus**.

ARTICLE 5

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 04/05/2022 de l'entreprise ETE RESEAUX sis 240 avenue Olivier Perroy 13790 ROUSSET, représentée par Madame Alice LAFOND, concernant des travaux pour la télé relève des compteurs d'eau ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-228

ARTICLE 1

La société ETE RESEAUX est autorisée à occuper le domaine public de diverses rues de la commune et la circulation des véhicules pourra être restreinte en tant que de besoin.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **16 mai au 16 juillet 2022**.

ARTICLE 5

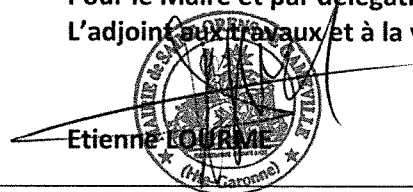
Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole T22SOG03506.
Vu la demande en date du 15/04/2022 du pétitionnaire Service de Gestion des Routes Métropolitaines de TOULOUSE METROPOLE, sis 2, boulevard Marcel Dassault - 31770 COLOMIERS.

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise COLAS SUD OUEST chargée de leur réalisation, sise 572 Chemin des Agries 31 860 Labarthe-sur-Lèze, représentée par Monsieur Guy DOUGNAC, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-229

ARTICLE 1

La société COLAS SUD OUEST est autorisée à occuper le trottoir, la piste cyclable et la chaussée avenue de la Marqueille afin de réaliser la réfection de la couche de roulement.

Durant la durée des travaux, l'avenue de la Marqueille sera fermée à la circulation exceptée pour les véhicules de chantier. Une déviation sera mise en place. Elle empruntera depuis le rond-point du Sidobre, l'avenue de Toulouse, l'Allée des Champs Pinsons, la Route de la Jurge, puis la Route de Cayras d'une part, et depuis le rond-point de la Jurge, la Route de la Jurge, la Route de Cayras et l'allée des Champs Pinsons d'autre part.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise des chantiers.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines, aux services d'urgence et l'écoulement des eaux sera maintenu autant que possible.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **la nuit de 21h00 à 6h00 du matin du 30 mai au 10 juin**. Pour ce faire, cet arrêté dérogera à titre exceptionnel à l'arrêté municipal A 2020-128 relatif à la lutte contre le bruit sur la commune de Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 6

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 06/10/2019 du pétitionnaire Monsieur Muller Patrick sis 5 Rue Henri Montaut 31400 TOULOUSE, concernant le stationnement d'un véhicule de chantier de type pompe à béton.

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-230

ARTICLE 1

Le pétitionnaire est autorisé à stationner temporairement un camion toupie sur la demi-chaussée au droit de la propriété située au 32 rue du Bousquet. Une signalisation adaptée sera installée en amont du chantier afin d'avertir les usagers de la route.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **le 19 mai 2022**.

ARTICLE 5

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME
(Maire-Adjoint)

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-24 et suivants, L.2212-1 et suivants et L. 2213-6,

Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal,

Vu les décrets 2006-1657 et 2006-1658 relatifs à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,
Vu les arrêtés préfectoraux, départementaux et municipaux portant règlement de Police et de Voirie,

Vu le règlement de voirie en vigueur,

Vu la décision n° D2021-56 en date du 29 novembre 2021 fixant les tarifs de redevance d'occupation du domaine public pour les terrasses,

Vu l'arrêté municipal n° A 2020-530 du 01/12/2020 portant délégation de fonction et de signature, accordé à Madame Colette CROUZEILLES en matière de développement et aménagement des zones commerciales et économiques, des relations entreprises et commerçants, de l'Emploi et de la Sécurité,

Vu la demande en date du 01/05/2022 par laquelle Madame ARTEIL sollicite l'autorisation de 2 terrasses libres Place du 3 avril 1790 31650 Saint-Orens de Gameville pour son établissement Les Délices by Pitcholina,

Considérant que l'occupation sollicitée n'est pas de nature à compromettre la tranquillité des riverains ni la sécurité et la commodité de la circulation,

ARRETE S/N° A 2022-231

ARTICLE 1

Madame ARTEIL bénéficie de l'autorisation d'installer deux terrasses libres **du 1^{er} mai 2022 au 31 décembre 2022** devant la façade d'entrée principale de la Halle de Gameville et sur le côté (marquage au sol existant) de son établissement, sans débordement et conformément au plan établi, le midi du lundi au vendredi et le soir du jeudi au samedi, en respectant les prescriptions suivantes :

1. Le passage des piétons devra être toujours libre conformément au plan joint,
2. L'ensemble du mobilier constituant la terrasse doit être installé et rangé sans bruit hors du domaine public
3. L'espace public sur lequel est installé la terrasse doit être maintenu en permanence en bon état de propreté et nettoyé quotidiennement lors de la fermeture de son établissement. Des cendriers doivent être mis à disposition de la clientèle sur les terrasses ouvertes,
4. Aucune musique ne devra être diffusée à l'extérieur de l'établissement et les établissements diffusant de la musique à l'intérieur devront impérativement être en conformité avec la réglementation,
5. Le stockage des matériaux constitutifs de la terrasse est interdit en dehors du périmètre autorisé et dans le périmètre autorisé en dehors des horaires d'exploitation de la terrasse,
6. L'exploitant veillera, le cas échéant, à respecter l'intégrité des arbres qui pourraient se situer à proximité et dans l'emprise de sa terrasse.

ARTICLE 2

La présente autorisation est accordée en contrepartie du versement d'une redevance fixée par la décision n°2021-56 du 29 novembre 2021 sur la base de 10.00€ le m².

ARTICLE 3

La présente autorisation d'occupation est accordée pour 2 terrasses limitées à 10 tables chacune. L'agencement du mobilier et autres composants de la terrasse ouverte devront parfaitement s'intégrer à l'esthétique des lieux, et ne pas créer d'obstacle à la perspective des commerces voisins.

ARTICLE 4

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable.

ARTICLE 5

La présente autorisation rigoureusement personnelle devra être présentée à toute réquisition des agents de l'autorité par le bénéficiaire qui est tenu de se conformer strictement et sans délai à toutes leurs prescriptions.

ARTICLE 6

Toute infraction aux conditions fixées dans la présente autorisation du domaine public entraîne la notification d'un avertissement avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation.

Pour les infractions lourdes (pas d'autorisation, défaut de production de licence de débit de boisson, situation dangereuse, agression physique,...), l'agent assermenté remettra un avertissement écrit au contrevenant pour une intervention immédiate (procédure d'urgence). Ainsi, en cas de danger imminent ou lorsque l'autorisation est retirée, il pourra être procédé directement par les services de la ville à l'enlèvement d'office des matériels et à leur stockage dans un dépôt municipal.

Dans les autres cas, s'il est constaté la persistance de l'infraction, l'échelle des sanctions appliquées est la suivante :

- 2^{ème} avertissement : 3 jours de suspension
- 3^{ème} avertissement : 6 jours de suspension
- 4^{ème} avertissement : retrait définitif de l'autorisation.

Une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant), avec demande d'évacuation sous astreinte ou d'exécution forcée si nécessaire, pourra par ailleurs être engagée.

ARTICLE 7

Un avis des sommes à payer indiquant le montant de la redevance due sera adressé au bénéficiaire en janvier.

Toutefois, si la présente autorisation n'a pas pu être suivie par l'autorisation effective des lieux, en totalité ou partiellement et pour toute cause étrangère au permissionnaire (travaux publics par exemple), le demandeur est tenu d'en informer aussitôt le Maire qui pourra, après enquête, procéder à la révision de la redevance réclamée par douzième, en régence à la durée effective du préjudice.

ARTICLE 8

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Orens de Gameville et Monsieur le Directeur Départemental de la Santé Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame Colette CROUZEILLES,

Adjointe au Maire



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-24 et suivants, L.2212-1 et suivants et L. 2213-6,

Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal,

Vu les décrets 2006-1657 et 2006-1658 relatifs à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,
Vu les arrêtés préfectoraux, départementaux et municipaux portant règlement de Police et de Voirie,

Vu le règlement de voirie en vigueur,

Vu la décision n° D 2021-56 en date du 29 novembre 2021 fixant les tarifs de redevance d'occupation du domaine public pour les terrasses,

Vu l'arrêté municipal n° A 2020-530 du 01/12/2020 portant délégation de fonction et de signature, accordé à Madame Colette CROUZEILLES en matière de développement et aménagement des zones commerciales et économiques, des relations entreprises et commerçants, de l'Emploi et de la Sécurité,

Vu la demande en date du 01/05/2022 par laquelle Madame ANDRIEU sollicite l'autorisation d'une terrasse libre Place du 3 avril 1790 31650 Saint-Orens de Gameville pour son établissement A Travers Champs,

Considérant que l'occupation sollicitée n'est pas de nature à compromettre la tranquillité des riverains ni la sécurité et la commodité de la circulation,

ARRETE S/N° A 2022-232

ARTICLE 1

Madame ANDRIEU bénéficie de l'autorisation d'installer d'une terrasse libre **du 1^{er} mai 2022 au 31 décembre 2022** devant la façade (côté sortie de son magasin) et contre jardin, sans débordement et conformément au plan établi, le midi du lundi au vendredi et le soir du jeudi au samedi, en respectant les prescriptions suivantes :

1. Le passage des piétons devra être toujours libre conformément au plan joint,
2. L'ensemble du mobilier constituant la terrasse doit être installé et rangé sans bruit hors du domaine public
3. L'espace public sur lequel est installé la terrasse doit être maintenu en permanence en bon état de propreté et nettoyé quotidiennement lors de la fermeture de son établissement. Des cendriers doivent être mis à disposition de la clientèle sur les terrasses ouvertes,
4. Aucune musique ne devra être diffusée à l'extérieur de l'établissement et les établissements diffusant de la musique à l'intérieur devront impérativement être en conformité avec la réglementation,
5. Le stockage des matériaux constitutifs de la terrasse est interdit en dehors du périmètre autorisé et dans le périmètre autorisé en dehors des horaires d'exploitation de la terrasse,
6. L'exploitant veillera, le cas échéant, à respecter l'intégrité des arbres qui pourraient se situer à proximité et dans l'emprise de sa terrasse.

ARTICLE 2

La présente autorisation est accordée en contrepartie du versement d'une redevance fixée par la décision n°2021-56 du 29 novembre 2021 sur la base de 10.00€ le m².

ARTICLE 3

La présente autorisation d'occupation est accordée pour 1 terrasse limitée à 10 tables.

L'agencement du mobilier et autres composants de la terrasse ouverte devront parfaitement s'intégrer à l'esthétique des lieux, et ne pas créer d'obstacle à la perspective des commerces voisins.

ARTICLE 4

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable.

ARTICLE 5

La présente autorisation rigoureusement personnelle devra être présentée à toute réquisition des agents de l'autorité par le bénéficiaire qui est tenu de se conformer strictement et sans délai à toutes leurs prescriptions.

ARTICLE 6

Toute infraction aux conditions fixées dans la présente autorisation du domaine public entraîne la notification d'un avertissement avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation.

Pour les infractions lourdes (pas d'autorisation, défaut de production de licence de débit de boisson, situation dangereuse, agression physique,...), l'agent assermenté remettra un avertissement écrit au contrevenant pour une intervention immédiate (procédure d'urgence). Ainsi, en cas de danger imminent ou lorsque l'autorisation est retirée, il pourra être procédé directement par les services de la ville à l'enlèvement d'office des matériels et à leur stockage dans un dépôt municipal.

Dans les autres cas, s'il est constaté la persistance de l'infraction, l'échelle des sanctions appliquées est la suivante :

- 2^{ème} avertissement : 3 jours de suspension
- 3^{ème} avertissement : 6 jours de suspension
- 4^{ème} avertissement : retrait définitif de l'autorisation.

Une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant), avec demande d'évacuation sous astreinte ou d'exécution forcée si nécessaire, pourra par ailleurs être engagée.

ARTICLE 7

Un avis des sommes à payer indiquant le montant de la redevance due sera adressé au bénéficiaire en janvier.

Toutefois, si la présente autorisation n'a pas pu être suivie par l'autorisation effective des lieux, en totalité ou partiellement et pour toute cause étrangère au permissionnaire (travaux publics par exemple), le demandeur est tenu d'en informer aussitôt le Maire qui pourra, après enquête, procéder à la révision de la redevance réclamée par douzième, en régence à la durée effective du préjudice.

ARTICLE 8

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Orens de Gameville et Monsieur le Directeur Départemental de la Santé Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame Colette CROUZEILLES,

Adjointe au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-24 et suivants, L.2212-1 et suivants et L. 2213-6,

Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal,

Vu les décrets 2006-1657 et 2006-1658 relatifs à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,
Vu les arrêtés préfectoraux, départementaux et municipaux portant règlement de Police et de Voirie,

Vu le règlement de voirie en vigueur,

Vu la décision n° D2021-56 en date du 29 novembre 2021 fixant les tarifs de redevance d'occupation du domaine public pour les terrasses,

Vu l'arrêté municipal n° A 2020-530 du 01/12/2020 portant délégation de fonction et de signature, accordé à Madame Colette CROUZEILLES en matière de développement et aménagement des zones commerciales et économiques, des relations entreprises et commerçants, de l'Emploi et de la Sécurité,

Vu la demande en date du 01/05/2022 par laquelle Monsieur ANDOLFATTO sollicite l'autorisation de 2 terrasses libres place du 3 avril 1790 31650 Saint-Orens de Gameville pour son établissement Le Keudu,

Considérant que l'occupation sollicitée n'est pas de nature à compromettre la tranquillité des riverains ni la sécurité et la commodité de la circulation,

ARRETE S/N° A 2022-233

ARTICLE 1

Monsieur ANDOLFATTO bénéficie de l'autorisation d'installer deux terrasses libres **du 1^{er} mai 2022 au 31 décembre 2022** devant les façades nord et ouest de son établissement, sans débordement et conformément au plan établi, le midi du lundi au vendredi et le soir du jeudi au samedi, le samedi jour de marché seule une terrasse est autorisée sur le côté de l'établissement, en respectant les prescriptions suivantes :

1. Le passage des piétons devra être toujours libre conformément au plan joint,
2. L'ensemble du mobilier constituant la terrasse doit être installé et rangé sans bruit hors du domaine public
3. L'espace public sur lequel est installé la terrasse doit être maintenu en permanence en bon état de propreté et nettoyé quotidiennement lors de la fermeture de son établissement. Des cendriers doivent être mis à disposition de la clientèle sur les terrasses ouvertes,
4. Aucune musique ne devra être diffusée à l'extérieur de l'établissement et les établissements diffusant de la musique à l'intérieur devront impérativement être en conformité avec la réglementation,
5. Le stockage des matériaux constitutifs de la terrasse est interdit en dehors du périmètre autorisé et dans le périmètre autorisé en dehors des horaires d'exploitation de la terrasse,
6. L'exploitant veillera, le cas échéant, à respecter l'intégrité des arbres qui pourraient se situer à proximité et dans l'emprise de sa terrasse.

ARTICLE 2

La présente autorisation est accordée en contrepartie du versement d'une redevance fixée par la décision n°2021-56 du 29 novembre 2021 sur la base de 10.00€ le m².

ARTICLE 3

La présente autorisation d'occupation est accordée pour 2 terrasses limitées à 10 tables chacune. L'agencement du mobilier et autres composants de la terrasse ouverte devront parfaitement s'intégrer à l'esthétique des lieux, et ne pas créer d'obstacle à la perspective des commerces voisins.

ARTICLE 4

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable.

ARTICLE 5

La présente autorisation rigoureusement personnelle devra être présentée à toute réquisition des agents de l'autorité par le bénéficiaire qui est tenu de se conformer strictement et sans délai à toutes leurs prescriptions.

ARTICLE 6

Toute infraction aux conditions fixées dans la présente autorisation du domaine public entraîne la notification d'un avertissement avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation.

Pour les infractions lourdes (pas d'autorisation, défaut de production de licence de débit de boisson, situation dangereuse, agression physique,...), l'agent assermenté remettra un avertissement écrit au contrevenant pour une intervention immédiate (procédure d'urgence). Ainsi, en cas de danger imminent ou lorsque l'autorisation est retirée, il pourra être procédé directement par les services de la ville à l'enlèvement d'office des matériels et à leur stockage dans un dépôt municipal.

Dans les autres cas, s'il est constaté la persistance de l'infraction, l'échelle des sanctions appliquées est la suivante :

- 2^{ème} avertissement : 3 jours de suspension
- 3^{ème} avertissement : 6 jours de suspension
- 4^{ème} avertissement : retrait définitif de l'autorisation.

Une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant), avec demande d'évacuation sous astreinte ou d'exécution forcée si nécessaire, pourra par ailleurs être engagée.

ARTICLE 7

Un avis des sommes à payer indiquant le montant de la redevance due sera adressé au bénéficiaire en janvier.

Toutefois, si la présente autorisation n'a pas pu être suivie par l'autorisation effective des lieux, en totalité ou partiellement et pour toute cause étrangère au permissionnaire (travaux publics par exemple), le demandeur est tenu d'en informer aussitôt le Maire qui pourra, après enquête, procéder à la révision de la redevance réclamée par douzième, en régence à la durée effective du préjudice.

ARTICLE 8

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Orens de Gameville et Monsieur le Directeur Départemental de la Santé Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame Colette CROUZELLES,

Adjointe au Maire



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION À L'OCCASION DU
REPAS DE QUARTIER RUE
DES TOURTERELLES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Jean-Pierre GODFROY, premier adjoint, portant le numéro 2021 - 159 du 14 avril 2021,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande en date du 9 mai 2022 de Madame Isabelle Desenclos domiciliée 14, rue des Tourterelles à Saint-Orens, concernant l'organisation du repas de quartier Tourterelles le samedi 14 mai 2022.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier Tourterelles et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2022 - 234

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier Tourterelles, la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue des Tourterelles**, côté impair entre le n°1 et le n°19 :

**DU SAMEDI 14 MAI 2022 (18h00)
AU DIMANCHE 15 MAI 2022 (2h00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le dimanche 15 mai 2022 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

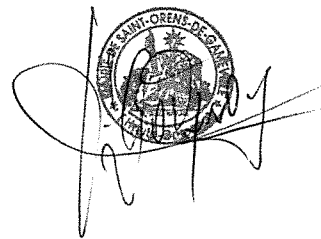
Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 14 mai 2022

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole T22SOG03382,
Vu la demande en date du 11/05/2022 du pétitionnaire Orange sis 100 Chemin de Gabardie 31200 TOULOUSE représenté par Monsieur Régis Morice concernant des travaux de création ou modification de réseau Télécom – Réhausse de chambre ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SCOPELEC LABEGE chargée de leur réalisation, sise 18 rue du Négoce 31650 Saint-Orens de Gameville représentée par Monsieur Damien Cerdan, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-235

ARTICLE 1

La société SCOPELEC LABEGE est autorisée à occuper la piste cyclable et à restreindre la largeur de la voie de circulation au droit de la parcelle cadastrée BY 65 située avenue de Toulouse. La circulation de tous les véhicules s'effectuera sur une seule file.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier, à l'exception de ceux de l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **13 mai au 27 mai 2022 inclus**.

ARTICLE 6

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T22SOG02528,
Vu la demande en date du 01/04/2022 du pétitionnaire ASTEO sis 2 Chemin des DATURAS, 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Stevenson ANOZIL concernant des travaux sur le réseau d'assainissement – EP et EU création ou modification de branchement ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EXEDRA chargée de leur réalisation, sise Allée de Longueterre BP 09 31850 MONTRABE représentée par Monsieur Alexis MONTEIRO, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-236

ARTICLE 1

La société EXEDRA est autorisée à occuper le trottoir, la chaussée et à restreindre la largeur de la voie de circulation au droit de la propriété située au 37 avenue de Gameville. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines ainsi qu'aux véhicules de secours et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 16 mai au 27 mai 2022**.

ARTICLE 6

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 12/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole T22SOG02813,
Vu la demande en date du 12/05/2022 de la Direction du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis, 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représentée par Monsieur William LARRIEU concernant des travaux création ou modification de réseau d'eau – eaux pluviales et assainissement.

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SCAM chargée de leur réalisation, représentée par Monsieur Nicolas ESCAFFRE sise 16 RN 88 31380 GARIDECH, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-238

ARTICLE 1

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté N° 2022-174.

ARTICLE 2

La société SCAM est autorisée à occuper la piste cyclable, le trottoir et la chaussée au droit de la propriété située au n°2 de la rue de Fondargent – carrefour RM2. La rue de Fondargent ne sera plus accessible depuis l'avenue de Toulouse (RM2) pendant toute la durée des travaux. Les rues Fondargent et Avenue des Améthystes seront accessibles par l'avenue Donnadiou et la rue de Lalande.

ARTICLE 3

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 4

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 5

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 6

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **23 mai au 30 juin 2022**.

ARTICLE 7

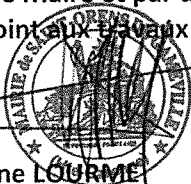
Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux Eaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 12/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole T22SOG02812,
Vu la demande en date du 12/05/2022 de la Direction du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis, 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représentée par Monsieur William LARRIEU concernant des travaux création ou modification de réseau d'eau – eaux pluviales et assainissement.

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SCAM chargée de leur réalisation, représentée par Monsieur Nicolas ESCAFFRE sise 16 RN 88 31380 GARIDECH, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-239

ARTICLE 1

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté N°2022-192.

ARTICLE 2

La société SCAM est autorisée à occuper le trottoir, la piste cyclable et le couloir bus sur une longueur de 158 mètres au droit de la propriété cadastrée BT 221 et BT 222 sur l'avenue de Toulouse.

La circulation de tous les véhicules s'effectuera sur une seule file.

ARTICLE 3

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 4

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 5

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 6

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **23 mai au 30 juin 2022**.

ARTICLE 7

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie
Etienne LOURME



Fait à Saint-Orens de Gameville le 12/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole T22SOG03232,
Vu la demande en date du 04/04/2022 de la Direction du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis, 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Mathieu DELPECH concernant des travaux assainissement – Eaux usées réhabilitation sans tranchée ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EUREA chargée de leur réalisation, sise 65 avenue de la Dourdenne 31620 FRONTON, représentée par Monsieur Anthony DALLA BETTA, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-240

ARTICLE 1

La société EUREA est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de la voie de circulation rue de Lalande à hauteur de l'avenue Jean Bellières. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuel K 10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 16 mai au 20 mai 2022 inclus**.

ARTICLE 6

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 12/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ PORTANT DÉSIGNATION
DES MEMBRES DU JURY PAR LE
PRÉSIDENT DE LA C.A.O. 4^{ème}
GROUPE SCOLAIRE**

Le Maire de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article R.2162-22 du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération n°06-27-2022 du 29 mars 2022 portant création d'une commission d'appel d'offres dédiée au 4^{ème} groupe scolaire et élection de ses membres,

Considérant que le Président de la Commission d'Appel d'Offres appelée à siéger en jury peut désigner comme membres du jury, en complément des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants élus lors de la séance du Conseil Municipal du 29 mars 2022, des membres extérieurs ayant une qualification professionnelle particulière,

ARRETE S/N° A 2022-241**ARTICLE 1**

Sont désignées pour siéger à la CAO au titre des membres ayant une qualification professionnelle identique ou équivalente à celle exigée des candidats (représentant au moins 1/3 des membres du Jury) :

- deux représentants du **Conseil de l'Ordre des Architectes**
- un représentant de l'**Association Ingénierie de l'Occitanie**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **16 MAI 2022**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **16 MAI 2022**

En publication, affichage ou notification le : **16 MAI 2022**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 09/05/2022 de Tisséo sis 7 Esplanade Compans Caffarelli 31000 TOULOUSE, représentée par M. Didier Cathala concernant la neutralisation d'une place de stationnement pour permettre la giration des bus articulés sur la rue des Lauriers.

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-243

ARTICLE 1

Le stationnement de tous véhicules est interdit sur la place de stationnement en longitudinale neutralisée par des barrières au droit de la propriété située au 29 rue des Lauriers, afin de permettre la giration des bus articulés Tisséo le temps de la réalisation d'un aménagement pérenne.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **16 mai au 30 mai 2022 inclus**.

ARTICLE 5

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 16/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Madame le Maire,

Je soussignée, Madame Sophie LACROIX, Présidente de l'association Roller Skating de Saint-Orens de Gameville, domicilié complexe sportif Gustave Plantade, rue du Stade, boîte n°3, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à la salle verte du complexe sportif Gustave Plantade à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la compétition Kid's Roller :

- Le dimanche 22 mai 2022, de 09h00 à 21h00.

Nom et signature de l'intéressé : *Lacroix Sophie*
Présidente du RSSO

Le ...*24.05.2022*...

ARRETE S/N° A 2022-244

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro A 2020-530 du 17 décembre 2020, portant délégation de fonction et de signature accordée à Madame Colette CROUZEILLES, adjoint au Maire en matière de la sécurité et de la prévention, du développement et de l'aménagement des zones commerciales et économiques, des relations avec les artisans, commerçants et entreprises, de l'emploi, associatif.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 03 mai 2022, par Madame Sophie LACROIX, Présidente de l'association Roller Skating de Saint-Orens de Gameville, domicilié complexe sportif Gustave Plantade, rue du Stade, boîte n°3, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Madame Sophie LACROIX, Présidente de l'association Roller Skating de Saint-Orens de Gameville, domicilié complexe sportif Gustave Plantade, rue du Stade, boîte n°3, 31650 Saint-Orens de Gameville est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, à la salle verte du complexe sportif Gustave Plantade à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la compétition Kid's Roller :

- Le dimanche 22 mai 2022, de 09h00 à 21h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

Colette CROUZEILLES
Adjointe au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 09 mai 2022.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :



Sécurité. Emploi,
Développement économique,
Relations entreprises et commerçants

Madame le Maire,

Je soussignée, Madame Sophie LACROIX, Présidente de l'association Roller Skating de Saint-Orens de Gameville, domicilié complexe sportif Gustave Plantade, rue du Stade, boîte n°3, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, au gymnase du lycée Pierre Paul Riquet, avenue de Revel à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du gala artistique :

- Le samedi 25 juin 2022, de 20h00 à 23h30.

Nom et signature de l'intéressé :

Hélène NARTY

Le 08/06/2022

ARRETE S/N° A 2022-244

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro A 2020-530 du 17 décembre 2020, portant délégation de fonction et de signature accordée à Madame Colette CROUZEILLES, adjoint au Maire en matière de la sécurité et de la prévention, du développement et de l'aménagement des zones commerciales et économiques, des relations avec les artisans, commerçants et entreprises, de l'emploi, associatif.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 14 mai 2022, par Madame Sophie LACROIX, Présidente de l'association Roller Skating de Saint-Orens de Gameville, domicilié complexe sportif Gustave Plantade, rue du Stade, boîte n°3, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Madame Sophie LACROIX, Présidente de l'association Roller Skating de Saint-Orens de Gameville, domicilié complexe sportif Gustave Plantade, rue du Stade, boîte n°3, 31650 Saint-Orens de Gameville est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, au gymnase du lycée Pierre Paul Riquet, avenue de Revel, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la compétition du gala artistique :

- Le samedi 25 juin 2022, de 20h00 à 23h30.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation,
Colette CROUZEILLES
Adjointe au Maire



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 16 mai 2022.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Sécurité, Emploi,
Développement économique,
Relations entreprises et commerçants

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole T22SOG00386,
Vu la demande en date du 17/05/2022 de la Direction du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis, 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Mathieu DELPECH concernant des travaux création ou modification de réseau d'eau – eaux usées et eaux pluviales ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EXEDRA MIDI-PYRENEES chargée de leur réalisation, sise Z.A. Marignac, route de Lavar, BP09 31850 MONTRABE, représentée par Monsieur Mathieu Alexis MONTEIRO, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-247

ARTICLE 1

La société EXEDRA MIDI-PYRENEES est autorisée à occuper la chaussée et le trottoir avenue Jean Bellières entre la Place Jean Bellières et le carrefour de la rue de Lalande.

Durant la durée des travaux, cette portion sera fermée à la circulation, exceptée pour les véhicules de chantier, les riverains, les approvisionnements liés à la salle de spectacle Altigone, les services de secours et la Police Municipale.

Deux déviations seront mise en place : l'une depuis la rue Lalande vers l'avenue de Gameville et l'avenue des Chênes, l'autre depuis l'avenue des Chênes, l'avenue de Gameville et la rue de Lalande.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

La collecte des ordures ménagères et emballages recyclables sur la portion barrée mentionnée à l'article 1 se fera sur des containers fixes installés en bas de la rue Sylvain Leygue et au droit de la buvette avenue Jean Bellières.

ARTICLE 6

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 21 mai au 27 mai 2022 inclus**.

ARTICLE 7

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne JOLIVET



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 18/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 15/04/2022		N° DP 031 506 22 P0055
Par :	SCI ST ORENS LALANDE	Lot 1 : 700 m² Lot 2 : 851 m² Lot 3 : 820 m²
Demeurant à :	25 bis RUE DE LALANDE 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE	
Représenté par :	Monsieur BALLESTEROS Marc	
Pour :	Création de 3 lots à bâtir	
Sur un terrain sis :	27 RUE DE LALANDE Parcelle(s) : 506 BN 184	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la déclaration préalable susvisée en vue de diviser en vue de construire

Vu la pièce complémentaire reçue le 09/05/2022,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30/03/2005, révisé le 27/06/2013, modifié le 14/04/2016 et mis à jour le 01/08/2016,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, service eau de toulouse, en date du 26/04/2022,

Vu l'avis favorable avec prescriptions du Pole Est de Toulouse Métropole, service gestionnaire de la voirie et de l'espace public, en date du 10/05/2022,

Vu l'avis favorable d'Enedis, gestionnaire du réseau électrique, en date du 22/04/2022, basé sur une puissance de 36 kVA triphasé,

Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, service collecte des déchets ménagers,

ARRETE S/N° A 2022-249

ARTICLE 1

La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non opposition.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 16/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 02 JUIN 2022

En publication, affichage ou notification le :

Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande :

23 MAI 2022

Observation :

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif

ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T22SOG03626,
Vu la demande en date du 15/04/2022 du pétitionnaire Gaz Réseau Distribution France sis 16 rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Yohan GILAMA concernant des travaux sur le réseau gaz, création ou modification de branchement.

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise BOUYGUES E&S - L'UNION chargée de leur réalisation, sise 1 allée de Longuetterre 31850 MONTRABE représentée par Monsieur Eric LABORDE, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-250

ARTICLE 1

L'entreprise BOUYGUES E&S - L'UNION est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de la voie de circulation rue de Sicard dans la section comprise le numéro 7 et le numéro 10. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise des chantiers, à l'exception de ceux de l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **24 mai au 26 mai 2022 inclus**.

ARTICLE 6

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

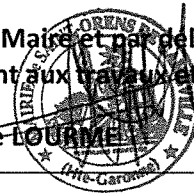
ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION À L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER DES CARMES

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Jean-Pierre GODFROY, premier adjoint, portant le numéro 2021 - 159 du 14 avril 2021,

VU la demande en date du 28 mars 2022 de Mme Christine BOUYGUES, domiciliée au 54, chemin des Carmes à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du repas de quartier de la rue des Carmes le vendredi 10 juin 2022.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier des Carmes organisé par Mme Christine BOUYGUES et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2022 – 257

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier des Carmes la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **sur l'impasse des Vignes dans sa totalité.**

**DU VENDREDI 10 JUIN 2022 (17H00)
AU SAMEDI 11 JUIN 2022 (2H00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le samedi 11 juin 2022 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les Services Municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

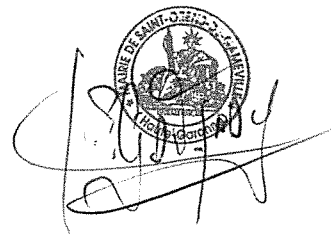
Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 24 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 10 juin 2022

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION À L'OCCASION DU
REPAS DE QUARTIER
RUE JOSEPH PEYRUSSE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Jean-Pierre GODFROY, premier adjoint, portant le numéro 2021 - 159 du 14 avril 2021,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande en date du 28 mars 2022 de Monsieur Benoît Flourieusse domicilié 1, rue Joseph Peyrusse à Saint-Orens, concernant l'organisation du repas de quartier « Peyrusse » le vendredi 10 juin 2022.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « Peyrusse » et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2022 - 258

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier, la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue Joseph Peyrusse**, dans sa totalité:

VENDREDI 10 JUIN 2022 DE 18H00 À MINUIT

La circulation pourra être rétablie avant minuit le vendredi 10 juin 2022 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 24 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 10 juin 2022

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION À L'OCCASION DU REPAS
DE QUARTIER DE LA
RUE DES TOURNESOLS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Jean-Pierre GODFROY, premier adjoint, portant le numéro 2021-159 du 14 avril 2021,

VU la demande en date du 3 mai 2022 de Mme Véronique ARSICAULT à l'occasion du repas de quartier de la rue des Tournesols le vendredi 10 juin 2022.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier de la rue des Tournesols et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2022 - 260

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier de la rue des Tournesols, la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue des Tournesols** :

DU VENDREDI 10 JUIN 2022 - 18H00

AU

SAMEDI 11 JUIN 2022 - 2H00

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le samedi 11 juin 2022 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

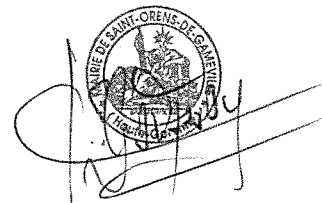
Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 10 juin 2022

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION À L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER LA MARQUEILLE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Jean-Pierre GODFROY, premier adjoint, portant le numéro 2021 - 159 du 14 avril 2021,

VU la demande en date du 24 avril 2022 de M. Xavier BOESPFLUG, domicilié au 84 bis avenue de la Marqueille à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du repas de quartier « la Marqueille » le samedi 11 juin 2022.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « la Marqueille » organisé par M. Xavier BOESPFLUG et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2022 – 261

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier « la Marqueille » la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux dans la contre-allée située entre les n°89 et 95 de l'avenue de la Marqueille :

**DU SAMEDI 11 JUIN 2022 (18H00)
AU DIMANCHE 12 JUIN 2022 (2H00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le dimanche 12 juin 2022 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les Services Municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

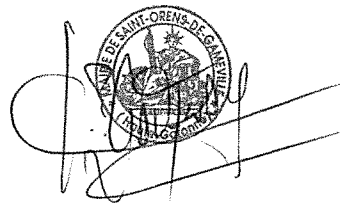
Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 11 juin 2022

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION À L'OCCASION DU
REPAS DE QUARTIER DE LA
RUE DE BEAUVOIR**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Jean-Pierre GODFROY, premier adjoint, portant le numéro 2021 - 159 du 14 avril 2021,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande en date du 26 mars 2022 de Monsieur Jean-Louis BOSSUET domicilié 4, rue de Beauvoir à Saint-Orens, concernant l'organisation du repas de quartier « Clos de Beauvoir » le vendredi 11 juin 2022.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « Clos de Beauvoir » et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2022 - 262

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier « Clos de Beauvoir », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue de Beauvoir**, dans sa totalité :

**DU SAMEDI 11 JUIN 2022 (18h00)
AU DIMANCHE 12 JUIN 2022 (2h00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le dimanche 12 juin 2022 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 11 juin 2022

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION À L'OCCASION DU REPAS DE
QUARTIER DE LA RUE DE LA SAUNE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Jean-Pierre GODFROY, premier adjoint, portant le numéro 2021-159 du 14 avril 2021,

VU la demande en date du 9 avril 2022 de Mme Carole BIRAL à l'occasion du repas de quartier de la rue de la Saune le vendredi 17 juin 2022.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier de la rue de la Saune et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2022 - 263**ARTICLE 1**

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier de la rue de la Saune, la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue de la Saune entre les n°41 et 64 :**

VENDREDI 17 JUIN 2022 DE 18H00 À MINUIT

La circulation pourra être rétablie avant minuit le vendredi 17 juin 2022 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

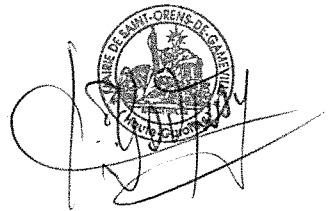
Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 17 juin 2022

DELIVREE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 13/04/22, complétée le 09/05/22	
Par :	Monsieur MILHAVET SEBASTIEN
Demeurant à :	18 rue du Ninaret 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Pour :	Piscine, pool house et clôture
Sur un terrain sis :	18 RUE DE NINARET Parcelle(s) : 506 AV 89

N° DP 031 506 22 P0051

Destination : habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la déclaration préalable susvisée en vue de construire une piscine, un pool house et un mur de clôture,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30/03/2005, révisé le 27/06/2013, modifié le 14/04/2016 et mis à jour le 01/08/2016,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 21/05/2022, ci-joint

CONSIDERANT l'article R 425-1 du Code de l'Urbanisme qui dispose : « Lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées »,

CONSIDERANT que le projet est situé dans les abords mais n'est pas dans le champ de visibilité du monument historique, croix proche de la place de l'église, l'ABF donne un avis simple,

Considérant l'article UB 6 du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville qui dispose : « toute construction ou installation doit être implantée à une distance minimale de :

-(...)

-4m de la limite d'emprise par rapport aux voies existantes ou projetées. (...)

CONSIDERANT que le pool house est implanté à une distance de 2m de la rue de Ninaret,

CONSIDERANT l'article UB 8 du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville qui dispose : « Deux constructions non contiguës implantées sur une même unité foncière doivent l'être de telle façon que la distance les séparant soit au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé et jamais inférieure à 3m »,

CONSIDERANT que le pool house est implanté à une distance de 2,90m de l'habitation,

Pour ces motifs,

ARRETE S/N° A 2022-267

ARTICLE 1

Il est fait opposition à la présente déclaration préalable.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

▪ Monsieur le Préfet

▪ Aux intéressés.



Adjoint au Maire

**Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : 02 JUIN 2022 25 AVR. 2022

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 31/03/2022		N° PC 031 506 22 C0008
Par :	Monsieur FONTANE JEROME et MME RUAULT Pascale	Surface de plancher créée : 160,5 m²
Demeurant à :	25 RUE DE LA CHENAÏE 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE	N° de logements : 1
Pour :	MAISON INDIVIDUELLE	Destination : Habitation - Logement
Sur un terrain sis :	47 RUE DU BOUSQUET Parcelle(s) : 506 BN 418	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée, en vue de construire une maison individuelle de 160.5 m2 ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2013, vu la mise à jour du 1^{er} avril 2014, vu la 1^{ère} modification du 14 avril 2016, vu la mise à jour du 1^{er} aout 2016,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

Vu la délibération n° DEL-21-0989 du Conseil de Communauté de Toulouse Métropole en date du jeudi 14 octobre 2021, instaurant un taux de **16 %** de taxe d'aménagement majorée (TAM) sur les secteurs d'habitat de la commune de Saint-Orens-de-Gameville, à l'exclusion de ceux faisant l'objet de conventions de Projet Urbains Partenarial (PUP), Plan d'Aménagement d'Ensemble (PAE) et Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) toujours en vigueur, ainsi que ceux couverts par la TAM Firmis,

Vu la Declaration Prealable de Division Foncière référencée DP 031 506 18 P 0080 accordée le 10.11.2018 ;

Vu l'avis du service du Cycle de l'Eau en date du 13/04/2022 ;

Vu l'avis du Pôle Territorial Est de Toulouse Métropole, gestionnaire de l'espace public, en date du 13/04/2022 ;

Vu l'avis des Dechets et Moyens techniques en date du 11/04/2022 ;

ARRETE S/N°A 2022-268

ARTICLE 1

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire

**Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : 02 JUIN 2022

Affichage ne mairie de l'avis de dépôt de la demande : 23 MAI 2022

Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.
- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :
 - soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
 - soit déposée contre décharge à la mairie.
- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*
Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur André PUIS**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 24 juin 2022 à 17 heures 30 minutes au 27 juin 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-269

ARTICLE 1

Monsieur André PUIS est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 24 juin 2022 à 17 heures 30 minutes au 27 juin 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **27 MAI 2022**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Madame Florence AUSSENAC**, Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 15 juillet 2022 à 17 heures 30 minutes au 18 juillet 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-271

ARTICLE 1

Madame Florence AUSSENAC est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 15 juillet 2022 à 17 heures 30 minutes au 18 juillet 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 27 MAI 2022

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur Bendehiba HARRAT**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 29 juillet 2022 à 17 heures 30 minutes au 1^{er} août 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-272

ARTICLE 1

Monsieur Bendehiba HARRAT est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 29 juillet 2022 à 17 heures 30 minutes au 1^{er} août 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 mai 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 27 MAI 2022

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 03/05/2022	
Par :	SARL ODDO
Demeurant à :	392 CHEMIN D'EN PEYROULIER 31 450 ODARS
Représenté par :	Monsieur BEGOIN SERGE
Pour :	CREATION DE DEUX LOTS
Sur un terrain sis :	22 RUE DE LA CHENAIE Parcelle(s) : 506 BN 171

N° PA 031 506 22 M 0002 T01
Surface des terrains à aménager : 645 m²
Nb de Lots : 2
Surface plancher maximale : 240 m²
Destination : Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de transfert de permis d'aménager susvisée en vue réaliser deux lots destinés à la construction de maisons individuelles ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2013, vu la mise à jour du 1^{er} avril 2014, vu la 1^{ière} modification du 14 avril 2016, vu la mise à jour du 1^{er} août 2016,

Vu le permis d'aménager initial référencé PA n° 031 506 22 M 0002 accordé le 21/04/2022 à M. BEGOIN Serge ;

Vu la demande de transfert du permis d'aménager susvisé, présentée le 03/05/2022, par la SOCIETE ODDO SARL, représenté par Monsieur BEGOIN Olivier,

Vu l'accord du titulaire de ce permis d'aménager,

ARRETE S/N°A 2022-273**ARTICLE 1**

Le permis d'aménager n° 031 506 22 M 0002 accordé le 21/04/2022 **EST TRANSFERE** du chef de Monsieur BEGOIN Serge à la SOCIETE ODDO représenté par Monsieur BEGOIN Olivier ;

ARTICLE 2

Les engagements pris par l'ancien titulaire ainsi que les réserves et prescriptions contenues dans le dit permis d'aménager sont maintenues.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : 02 JUIN 2022

Affichage en mairie de la demande de l'avis de dépôt de la demande :

23 MAI 2022

Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités

Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

DÉCISIONS

Concession n° : 2022006

Emplacement : 8

Date Echéance : 21 avril 2052

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération n° 26-81-2020 du 09 juillet 2020, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),

Vu l'arrêté n° 2021-146 du 01 avril 2021, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE, Adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,

Vu la demande présentée par **Mme TOUVET Muriel, Arlette, Henriette (épouse CANTEGREL)** demeurant à **CORRON SAC, 6 Chemin Lasserre**, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium,

DECIDE S/N° D 2022-014

ARTICLE 1

Il est accordé, dans le cimetière de NINARET - NC I, au nom de Mme TOUVET Muriel, Arlette, Henriette (épouse CANTEGREL), et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation

Restreinte : une CONCESSION TRENTENAIRE à compter du 21 avril 2022

ARTICLE 2

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **830,00 €**.

ARTICLE 3

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

ARTICLE 4

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 26 avril 2022

**Pour le Conseil et par subdélégation,
Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE
Adjoint au Maire**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le **10 MAI 2022**

Et publication, affichage ou notification le:



**Concession n° : 2022007
Emplacement : UCH/11
Date Echéance : 26 avril 2052**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n° 26-81-2020 du 09 juillet 2020, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),
Vu l'arrêté n° 2021-146 du 01 avril 2021, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE, Adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,
Vu la demande présentée par **Mme MEYER Geneviève (née LABADIE)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 8 Rue Taparot**, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium,

DECIDE S/N° D 2022-015

ARTICLE 1

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de **Mme MEYER Geneviève (née LABADIE)** et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION TRENTENAIRE à compter du 26 avril 2022**

ARTICLE 2

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1525,00 €**.

ARTICLE 3

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

ARTICLE 4

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 26 avril 2022

**Pour le Conseil et par subdélégation,
Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE
Adjoint au Maire**

10 MAI 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le:

Et publication, affichage ou notification le:



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES****2^{ème} Alinéa – Fixation des tarifs soumis à
quotients familiaux : temps périscolaire
méridien, activités péri et extra-
scolaires, Ecole de Musique pour l'année
scolaire 2022/2023**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération du 9 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de fixation des tarifs des redevances des services publics locaux (alinéa 2),

Vu la délibération du 4 juillet 2017 approuvant le contrat de délégation de services publics (DSP) pour le service d'ALSH, d'ALAE, de CLAS et de l'Espace jeune entre la commune et l'association Amicale Laïque, à partir du 1^{er} septembre 2017,

Vu la délibération du 9 juillet 2020 approuvant l'avenant 1 à la DSP et qui a pour objet de centraliser l'ensemble des activités périscolaires et extrascolaires sur le territoire communal, par la création d'un accueil ALAE le mercredi après-midi à destination des élémentaires jusqu'ici non concernés par cette prestation et un ALSH maternel et élémentaire durant les vacances scolaires,

Considérant le travail mené par la commune en 2022 sur l'ensemble de sa tarification soumise à quotients familiaux : temps périscolaire méridien, activités péri et extra-scolaires, Ecole de Musique,

Considérant les objectifs recherchés d'harmonisation, et de simplification de ces tarifs,

Considérant le choix d'opter désormais pour un calcul basé sur le quotient familial de la Caf pour l'ensemble des tarifs soumis à quotients familiaux, à compter du 1^{er} septembre 2022,

Considérant que pour les activités péri et extra-scolaires encadrées par une délégation de service public, il appartient à la commune déléguant le service, de fixer les tarifs des activités correspondantes,

Considérant qu'il convient de déterminer les tarifs que le délégataire devra mettre en œuvre à compter du 1^{er} septembre 2022,

Considérant la nécessité de fixer également les tarifs du temps périscolaire méridien, en prenant en compte les effets de la loi Egalim, et en fusionnant les tarifs maternelle et élémentaire,

Considérant enfin, la nécessité de fixer les tarifs mensuels des activités de l'Ecole de Musique,

DECIDE S/N° D 2022-16

ARTICLE 1

De fixer à compter du 1^{er} septembre 2022 les tarifs du temps périscolaire méridien, comme suit :

TARIFS 2022/2023		Maternelle / Élémentaire			Panier repas		
Quotient familial		Tarif appliqué	part anim°	part repas	Tarif appliqué	part anim°	part repas
1	QF ≤ 430	1,72 €	0,32 €	1,40 €	1,20 €	0,50 €	0,70 €
2	430 < QF ≤ 530	2,59 €	0,39 €	2,20 €			
3	530 < QF ≤ 620	3,69 €	0,43 €	3,26 €			
4	620 < QF ≤ 820	4,16 €	0,46 €	3,70 €			
5	820 < QF ≤ 1000	4,56 €	0,52 €	4,04 €			
6	1000 < QF ≤ 1300	4,84 €	0,59 €	4,25 €			
7	1300 < QF ≤ 1500	5,12 €	0,65 €	4,47 €			
8	QF > 1500	5,32 €	0,70 €	4,62 €			
TARIF ADULTE / ENSEIGNANT : 5,00 €							
Le mode de paiement par CESU n'est valable que pour la part animation							
Ces tarifs ne s'appliquent pas au personnel qui encadre les enfants sur le temps du repas							

ARTICLE 2

De fixer, à compter du 1^{er} septembre 2022, les tarifs horaires des activités périscolaires et extra-scolaires, à appliquer par le délégataire, comme suit :

TARIFS 2022/2023		ALAE		ALSH
Quotient familial		Matin ou soir (1)	Mercredi après-midi (2)	Vacances scolaires (3)
1	QF ≤ 430	0,15 €	2,50 €	10,00 €
2	430 < QF ≤ 530	0,20 €	3,60 €	11,00 €
3	530 < QF ≤ 620	0,22 €	4,10 €	12,00 €
4	620 < QF ≤ 820	0,26 €	4,55 €	13,00 €
5	820 < QF ≤ 1000	0,30 €	5,30 €	14,00 €
6	1000 < QF ≤ 1300	0,33 €	6,00 €	15,50 €
7	1300 < QF ≤ 1500	0,36 €	6,60 €	17,00 €
8	QF > 1500	0,40 €	7,00 €	18,50 €
Forfait de 5 € annuel / famille, quelque soit le nombre d'activités choisies				

1/ Accueil de Loisirs Associé à l'École (ALAE) - accueil périscolaire du matin et du soir

Le temps d'accueil n'est pas divisible, et se décompose de la façon suivante :

- Accueil du matin = de 7h30 à 9h, soit 1h30
- Accueil du soir = de 16h30 à 18h30, soit 2h (animation, intervention d'associations, atelier devoirs, APC)

La facturation est établie à la réservation, sur la base du temps d'accueil du matin et du soir et selon le nombre de semaines réservées (de 1 à 35 semaines). Elle est arrondie à deux décimales. Possibilité de modification en cas de changement de situation ou de besoins.

2/ Accueil de Loisirs Associé à l'École (ALAE) – accueil périscolaire du mercredi après-midi

Le temps d'accueil est d'1/2 journée, non divisible, de 14h à 18h30.

La facturation est établie selon la présence.

3/ Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) Vacances

Le temps d'accueil est à la journée, non divisible, de 7h30 à 18h30

La facturation est établie selon la présence.

ARTICLE 3

De fixer, à compter du 1^{er} septembre 2022, les tarifs mensuels des activités de l'Ecole de Musique comme suit :

Tarifs 2022/2023		Instrument		F. Musicale		Déb.enfts/A.D	Initiation CP
Quotient Familial		Enfants	Adultes	Enfants	Adultes	Enfants	Enfants
1	QF ≤ 430	24,00 €	24,20 €	12,40 €	14,80 €	25,60 €	8,80 €
2	430 < QF ≤ 530	30,00 €	34,00 €	16,80 €	18,40 €	32,80 €	12,00 €
3	530 < QF ≤ 620	36,40 €	41,60 €	20,80 €	22,80 €	40,00 €	14,80 €
4	620 < QF ≤ 820	39,60 €	44,80 €	22,00 €	25,20 €	43,20 €	15,60 €
5	820 < QF ≤ 1000	42,00 €	49,20 €	24,00 €	27,20 €	46,40 €	16,80 €
6	1000 < QF ≤ 1300	44,80 €	52,00 €	26,00 €	30,40 €	49,60 €	18,40 €
7	1300 < QF ≤ 1500	48,00 €	55,20 €	28,40 €	32,40 €	53,60 €	20,00 €
8	QF > 1500	51,20 €	58,80 €	30,40 €	34,80 €	57,20 €	21,60 €
Extérieurs		70,00 €		44,00 €		80,00 €	30,80 €
Ateliers de pratique amateur sans cours d'instrument : 15,30 Euros							
Initiation CP : Formation musicale -30%							
Débutants enfants / Ateliers Découverte : F. Musicale + instrument (flûte à bec) -30 %							
Familles : 2 ^{ème} élève : -10 % / 3 ^{ème} élève : -20% / 4 ^{ème} élève : -30% (Abattements arrondis à l'euro le plus proche)							

ARTICLE 4

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Pour le Conseil municipal par délégation,
Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25/05/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : - 8 JUIN 2022

Affichage, publication ou notification le :

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.
5ème Alinéa – MISE A DISPOSITION D'UN
TERRAIN COMMUNAL SITUÉ ROUTE DE
REVEL (PARCELLE CADASTREE BA1)**

Le Maire de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération n°26-81-2020 du Conseil municipal du 9 juillet 2020 portant délégations accordées au Maire en application des dispositions de l'article L.2122-22 du CGCT,

Vu le projet de convention de mise à disposition d'un terrain communal à titre situé onéreux route de Revel (parcelle cadastrée BA1) au profit de la société SARL Douceur d'Y Vivre Promotion,

Considérant que la société SARL Douceur d'Y Vivre Promotion a fait une demande en date du 19 avril 2022 d'installer une bulle de vente sur un terrain communal pour une durée de 6 mois à compter du 2 mai 2022 ;

DECIDE S/N° 2022-17

ARTICLE 1

Il est conclu une convention de mise à disposition à titre onéreux d'un terrain communal situé route de Revel (parcelle cadastrée BA1) au profit de la société SARL Douceur d'Y Vivre Promotion, représenté par Monsieur Julien SOULA, et ayant son siège social au 425 allée François Aubrun 13100 Le Tholonet.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal.

ARTICLE 3

D'afficher et publier la présente décision au Recueil des actes administratifs de la Ville et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Pour le Conseil par délégation
Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 29/04/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

- 2 MAI 2022

En publication, affichage ou notification le :

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN COMMUNAL SITUE ROUTE
DE REVEL (PARCELLE CADASTREE BA1)**

ENTRE

La Ville de Saint-Orens de Gameville, représentée par son Maire en exercice, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 9 juillet 2020, domiciliée au 46 avenue de Gameville, et dénommée ci-après « la Ville » ou « la Ville de Saint-Orens de Gameville »,

ET

La Société SARL Douceur d'y Vivre Promotion ayant son siège social à 425 allée François Aubrun 13100 Le Tholonet, représenté par Monsieur Julien SOULA, ci-après dénommé « l'occupant »

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**Article 1.1**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant, la Société Douceur d'y Vivre Promotion est autorisée à occuper à titre temporaire et onéreux, le bien défini à l'article 2 afin de lui permettre d'installer une bulle de vente destinée à l'action commerciale pour son opération située dans la ZAC Orée du Bois à Saint-Orens de Gameville.

Article 1.2

Le bien mis à disposition est un terrain privé communal situé avenue de Revel à Saint-Orens de Gameville (parcelle cadastrée BA1).

ARTICLE 2 : DESIGNATION

La mise à disposition concerne un terrain constitué d'un espace vert communal et situé avenue de Revel à Saint-Orens de Gameville (parcelle cadastrée BA1) à proximité du parking de la rue des Lauriers.

L'occupant est autorisé à installer une bulle de vente (structure modulaire) destinée à une action commerciale d'environ 15.51 m² (6.36 mètres de long par 2.44 mètres de large).

L'occupant est autorisé à édifier, à ses frais, tous ouvrages, constructions et installations nécessaires à son activité, la Société Douceur d'y Vivre Promotion détient un droit réel sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier qu'il réalise pour l'exercice de cette activité.

ARTICLE 3 : DESTINATION DU TERRAIN MIS A DISPOSITION

L'occupant ne pourra affecter le terrain mis à disposition à une destination autre que son activité commerciale telle que définie à l'article 1^{er} de la présente convention.

La Société Douceur d'y Vivre Promotion pourra permettre à tout tiers de son choix de se joindre à cette action de promotion. La Société Douceur d'y Vivre Promotion devra néanmoins en informer la Ville. Dans cette hypothèse, il est expressément convenu entre les parties que les contrats, conventions ou toute autre forme de partenariat sont inopposables à la Ville de Saint-Orens de Gameville qui ne sera dès lors pas tenue

Article 6.3. : Plaques, enseignes et panneaux d'information

La mise à disposition ayant pour objet l'installation d'une bulle de vente ouverte au public concernant leur opération immobilière située dans la ZAC de l'Orée du bois, la Société Douceur d'y Vivre Promotion pourra apposer sur le bâtiment tous panneaux d'information et enseignes qu'elle jugera utiles. La Société Douceur d'y Vivre Promotion devra se conformer à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 : CARACTERE PERSONNEL DE L'OCCUPATION

L'occupant doit occuper personnellement les lieux mis à sa disposition. L'occupant s'interdit de concéder ou sous-louer l'emplacement mis à sa disposition, sauf accord exprès de la Ville

L'occupant s'engage à porter à la connaissance de la Ville dans un délai d'une semaine à compter de sa constatation tout fait quel qu'il soit, notamment toute usurpation ou dommage susceptible de porter préjudice au domaine public et/ou aux droits de la Ville.

ARTICLE 8 : ASSURANCES – RESPONSABILITE

En sus des polices d'assurances visées à l'article 6.1.1, la Société Douceur d'y Vivre Promotion s'engage à assurer auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables :

- Son mobilier, matériel et plus généralement tout objet lui appartenant ou dont il serait détenteur à quelque titre que ce soit, les pertes financières consécutives ainsi que sa responsabilité civile à l'égard des tiers.
- L'immeuble y compris tous immeubles par destination ou accession et tous agencements.

L'occupant aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

L'occupant et ses assureurs renoncent à exercer tout recours contre la Ville et ses assureurs en cas de dommage survenant aux biens de l'occupant, de son personnel, et de toute personne agissant pour son compte et se trouvant dans les lieux objets des présentes. L'assurance de dommage aux biens de l'occupant comportera cette clause de renonciation à recours.

ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 6 mois.

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle pourra être renouvelée par une nouvelle demande écrite et expresse.

ARTICLE 10 : REDEVANCE

L'utilisation du terrain mis à disposition visant, à une activité commerciale, implique le paiement d'une redevance de 746.03€ TTC par mois dont la Société Douceur d'y Vivre Promotion devra s'acquitter.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Article 11.1 : Résiliation d'un commun accord des parties

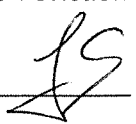
La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties et ce, avant la date prévue initialement. Une telle résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

Article 11.2 : Résiliation à l'initiative la Société Douceur d'y Vivre Promotion

Si la Société Douceur d'y Vivre Promotion décide, pour quelque raison que ce soit, de résilier la convention, aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties ne sera exigible.

Article 11.3 : Résiliation à l'initiative de la Ville

En cas de retrait de l'autorisation avant le terme prévu, pour un motif autre que l'inexécution de ses clauses et conditions, le titulaire est indemnisé du préjudice direct, matériel et certain né de l'éviction anticipée.



**DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

Concession n° : 2022008

Emplacement : U/6

Date Echéance : 2 mai 2052

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération n° 26-81-2020 du 09 juillet 2020, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),

Vu l'arrêté n° 2021-146 du 01 avril 2021, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE, Adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,

Vu la demande présentée par **M. AUGUSTIN-VIGUIER Laurent, René et Mme LEROY Renée, Marguerite, Louise (épouse AUGUSTIN-VIGUIER)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 23 Rue De Beauséjour**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° D 2022-018

ARTICLE 1

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. AUGUSTIN-VIGUIER Laurent, René et Mme LEROY Renée, Marguerite, Louise (épouse AUGUSTIN-VIGUIER), et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION TRENTENAIRE à compter du 2 mai 2022**

ARTICLE 2

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1504,00 €**.

ARTICLE 3

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

ARTICLE 4

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et aux intéressés.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 2 mai 2022

**Pour le Conseil et par subdélégation,
Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE
Adjoint au Maire**



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le

10 MAI 2022

Et publication, affichage ou notification le:

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.
24ème Alinéa – Renouvellement de
l'adhésion à l'Association ATLAS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n° 26-81-2020 en date du 09 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame Le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°10/2014 en date du 28 janvier 2014 portant adhésion de la commune à l'association ATLAS,

Considérant l'intérêt pour la commune de renouveler l'adhésion à l'association ATLAS ;

DECIDE S/N° D 2022-19

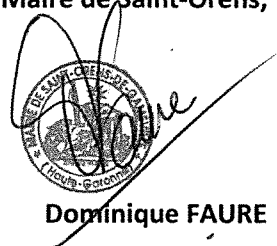
ARTICLE 1

De renouveler pour l'année 2022 l'adhésion de la commune à l'association ATLAS et de payer la cotisation annuelle correspondante d'un montant de cinq cent Euros (500 €).

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

**Pour le Conseil par délégation
Madame le Maire de Saint-Orens,**


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **24 MAI 2022**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

24 MAI 2022

En publication, affichage ou notification le :